

Préface

Que faites-vous, à quoi servez-vous? C'est assurément la question le plus souvent adressée à l'Alliance Française. La réponse, quasi rituelle, est prête: nous contribuons à la promotion de la langue et de la culture françaises (officiellement dans cet ordre). Cette profession de foi est immuable depuis cent quinze ans: tout au plus sa mise en œuvre varie-t-elle d'une époque et d'un lieu à l'autre.

A côté de cette mission universelle, un peu trop belle parfois, presque idyllique, viennent les contradictions de l'Alliance. Apologie du ni-ni: ni française ni australienne, ni école de langue ni centre culturel, ni privée ni institutionnelle mais toujours tout à la fois, revêtu du voile du pragmatisme. Vouloir élucider l'une de ces contradictions est l'indice qu'une Alliance entre dans une crise, tant l'équilibre fonctionne à condition que l'on n'y prête pas davantage attention.

Ivan Barko connaît l'institution de l'intérieur: il a collaboré aux comités de Newcastle et de Melbourne et présidé le comité de Sydney de 1981 à 1983. Ses recherches montrent à quel point l'Alliance Française de Sydney porte bien en elle tous ces éléments: immuabilité de la mission, servie par une grande souplesse, enchassée dans des lignes de force parfois contradictoires. Elle sera plus que centenaire au moment d'entrer dans le troisième millénaire: il importe que tous ceux qui ont contribué à en faire ce qu'elle est aujourd'hui soient fiers de cette histoire mouvementée.

C'est donc avec le plus grand plaisir que l'Alliance a accueilli l'idée d'Ivan Barko de doubler la version anglaise de son histoire des trente premières années de l'Alliance Française de Sydney avec une version française.

Denis Matte

Directeur de l'Alliance Française de Sydney

La fondation et les débuts de l'Alliance française de Sydney

Cette version française de notre étude "The Foundation and Early History of the *Alliance française of Sydney*" (*Explorations* no 26, juin 1999) n'en est pas la traduction littérale. Sur le même canevas nous en avons réécrit le texte. La version française étant ultérieure à la version anglaise, elle s'écarte de celle-ci sur certains détails, et elle en diffère parfois par le ton et l'éclairage.

Ivan Barko

Antécédents: Paris¹ et Melbourne

Sur l'initiative de Paul Cambon, alors Résident Général de France en Tunisie, une réunion s'est tenue Boulevard Saint-Germain à Paris le 21 juillet 1883, pour "constituer un Comité capable de transmettre une subvention ministérielle à ses chères écoles africaines". *Bulletin de l'Alliance française* (Paris), désormais *BAF*, 1909, p.224 Pierre Foncin était l'une des neuf personnes présentes à cette réunion. Premier titulaire d'une Chaire de géographie créée pour lui à la Faculté des Lettres de Bordeaux et ancien Directeur de l'Enseignement secondaire sous Paul Bert, Foncin était Inspecteur Général de l'Instruction publique en 1883, et il le restera pendant trente ans.² Un des représentants les plus en vue du puissant mouvement pour la promotion de la géographie,³ Foncin a immédiatement vu le potentiel d'une version généralisée du projet de Cambon. C'est grâce à son enthousiasme que l'entreprise — dont la portée géographique avait été très limitée à l'origine — venait de prendre les dimensions internationales que nous lui connaissons aujourd'hui. "C'est dans ce Comité [...] que naquirent l'idée et le nom de *l'Alliance française*." *BAF* 1909, p.224 C'est Pierre Foncin qui parle, le véritable fondateur de l'Alliance française, dont la modestie lui a interdit d'ajouter que le nom comme le concept étaient de son invention: "le premier, M. Foncin parla d'alliance".⁴

Géographe militant et haut fonctionnaire au Ministère de l'Instruction Publique, Foncin avait tout pour marier les deux aspects fondamentaux du projet gouvernemental du Président du Conseil de l'époque, Jules Ferry, à savoir l'expansion coloniale et l'idéal de la scolarité gratuite et obligatoire pour tous. Le désir de cette expansion, qui s'était manifesté dès la défaite de 1870 et ses séquelles, avait pour but de rendre à la France sa confiance en elle-même et le moyen de restaurer son prestige international dans chacun des trois domaines économique, politique et culturel. Sensible aux données démographiques et inquiet de la rapide baisse des taux de naissance en France et du nombre décroissant de locuteurs d'expression française dans le monde, Foncin a vu dans l'acquisition de colonies le moyen d'augmenter la population francophone sur la surface du globe: "Puisque [la France] manque d'enfants, qui l'empêche de franciser les fils de ses sujets et protégés coloniaux? [...] Le premier effet de cette annexion morale doit être l'enseignement de notre langue." *BAF* 1888, pp.166-73

Mais il n'y avait pas que cette volonté de corriger l'évolution démographique pour expliquer la genèse du projet pédagogique de l'Alliance française: conscient que le savoir était la clé du progrès, Jules Ferry était convaincu

que la France avait une obligation morale d'offrir aux nations sous-développées du monde sa culture, sa science et sa technologie. C'est cette vocation civilisatrice qu'Albert Salon devait appeler un siècle plus tard le "messianisme" français. Salon 1983, pp.31-39

Les fondateurs de l'Alliance l'ont définie comme une "Association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger". En lui désignant le chemin à suivre, ils ont prescrit les types d'activité suivants:

- fonder et subventionner des *écoles françaises*, ou introduire des cours de français dans les écoles qui en sont dépourvues;
- former des *maîtres*, au besoin en créant des Ecoles Normales;
- distribuer des *récompenses* propres à assurer la fréquentation des écoles;
- donner des *prix* ou des *bourses de voyage* aux meilleurs élèves;
- encourager les *publications* pouvant seconder l'œuvre de l'Alliance, et, en particulier, celles d'un caractère pédagogique;
- publier un *Bulletin* périodique;
- organiser des *conférences* et autres moyens de propagande.⁵

Il est évident que ce programme d'action privilégié

- (1) la vocation coloniale de l'Alliance, sans toutefois omettre l'expansion à l'étranger;
- (2) la concentration de l'action de l'Alliance au niveau scolaire, ciblant une population d'enfants et d'adolescents;
- (3) la promotion de la langue (plutôt que la langue et la culture).

Ce programme a progressivement évolué au cours des années, et l'Alliance a fini par s'écarter de ses premiers objectifs. Toutes ces mutations ont eu lieu sous le régime de son fondateur, Pierre Foncin: en effet Foncin a présidé aux destinées de l'Alliance pendant plus de trente ans, de son établissement en 1884 jusqu'en 1914, d'abord comme Secrétaire Général, ensuite comme Président.

En quoi consistait cette évolution? Tout d'abord le paternalisme inhérent dans le mode de fonctionnement de la première Alliance s'est imperceptiblement modifié: en effet, le processus à sens unique où les Français donnaient et décidaient alors que les indigènes ou les étrangers se contentaient de recevoir passivement n'était plus de saison — ce modèle a été progressivement remplacé par des formules de partenariat, aboutissant

Or, le statut ambivalent de l'Alliance, institution indépendante maintenant néanmoins des liens étroits avec l'exécutif (à savoir la branche culturelle du gouvernement), s'est révélé viable, pourvu qu'il y eût un minimum de flexibilité à la périphérie et une souplesse correspondante au centre. En raison de la substantielle autonomie financière et administrative dont ont fini par bénéficier les branches étrangères de l'Alliance, les nouvelles structures privilégiaient les régions capables d'attirer des adhérents prospères, motivés et bien organisés. On ne sera guère surpris de découvrir que les pays européens et l'Amérique du Nord, et dans une moindre mesure l'Australie et l'Amérique du Sud, ont eu à cet égard un avantage très net sur les continents moins développés.⁸

La première Alliance française d'Australie a vu le jour à Melbourne en 1890, à peine six ans après la naissance de l'Alliance française de Paris. Deux ans plus tôt, en 1888, un immigré mauricien, M. Astruc, a proposé au Secrétaire Général de Paris l'établissement d'une branche à Melbourne. Consulté par Pierre Foncin, le Consul de France à Melbourne, Léon Déjardin, a donné sa bénédiction au projet mais non à son auteur.⁹ Déjardin et Foncin ont exprimé leur préférence pour un délégué français ou australien, et leur choix s'est porté d'abord sur le patron d'Astruc, l'avocat francophile J. Woolf. Pourtant le premier comité d'Alliance française d'Australie sera présidé non pas par Woolf, mais par une femme, la Française Berthe Mouchette, peintre, professeur de dessin et co-propriétaire (avec sa sœur) de l'école de jeunes filles "Oberwyl", située à St Kilda, quartier sur la baie de Melbourne. Si Pierre Foncin a fini par confier la délégation à Mme Mouchette plutôt qu'à J. Woolf, c'était en raison du mauvais état de santé de ce dernier.¹⁰ En fait Mme Mouchette avait toutes les qualités pour réconcilier les objectifs pédagogiques et les ambitions mondaines de la jeune Alliance: elle a si bien réussi à intéresser la crème de la haute société de Melbourne à la nouvelle association (avec la prestigieuse Lady Clarke comme "Présidente d'honneur") que lorsque, deux ans plus tard, elle est partie s'établir à Adélaïde, le Tout-Melbourne s'est assuré le contrôle du Comité, avec des épouses de Gouverneurs, de juges de la Cour Suprême et quelques membres triés sur le volet de la communauté française en assurant la gestion.

Pour résumer: en moins de quatre ans une initiative proposée par un immigré mauricien a été d'abord confiée à son employeur australien, un homme de loi, ensuite à une Française enseignante de profession, pour être finalement appropriée par l'*establishment* de Melbourne à ses propres fins et pour son amusement. L'Alliance de Melbourne est restée pendant bien des années sous le contrôle de la haute société de la ville.

Bien que cette Alliance ait organisé des examens et distribué des prix pour encourager l'étude du français, bien qu'elle ait mis sur pied une bibliothèque et organisé des soirées littéraires et musicales pour faire rayonner la culture française, elle devait sa réputation — peut-être injustement — plus au patronage de la haute société qu'à ses activités culturelles. Vers 1900 la nécessité d'ouvrir l'Alliance à un public moins exclusif a poussé le Vice-Consul (et plus tard Consul) de France, Paul Maistre, à militer pour la réforme de la branche de Melbourne, appelée désormais "Alliance française de Victoria".¹¹ Il a tenté d'injecter davantage de professionnalisme dans l'animation pédagogique et culturelle de l'Alliance et de cibler un public plus large de citoyens ordinaires. Après quelques victoires pyrrhiques, le combat de Maistre s'est terminé par la défaite: l'*establishment* de Melbourne, utilisant ses contacts à Londres (donc évitant les intermédiaires australiens) et exploitant les voies diplomatiques franco-britanniques traditionnelles, a demandé et obtenu son rappel. Maistre en a été informé en 1908.

Ce lamentable épisode, conté et analysé avec un soin méticuleux par Colin Thornton-Smith, Thornton-Smith 1994 & 1997 illustre quelques-uns des choix essentiels auxquels toutes les Alliances françaises doivent tôt ou tard faire face. L'Alliance doit-elle être un club exclusif ou une organisation gérée professionnellement et ouverte à tous? Mais aussi l'Alliance doit-elle être contrôlée par un comité local élu démocratiquement ou, au contraire, par un "délégué" nommé par la maison mère à Paris ou par un fonctionnaire français détaché par son administration? Ces choix ne sont pas aussi simples et aussi faciles qu'ils paraissent à première vue: ils soulèvent des problèmes complexes et délicats dont la solution est loin d'être évidente.

Vers l'établissement d'une Alliance française à Sydney: la naissance d'une bibliothèque (1896)

Vers la fin de 1895, cinq ans après la fondation de l'Alliance de Melbourne, le Consul Général de France à Sydney, Georges Biard d'Aunet,¹² a entrepris des démarches pour établir sinon une Alliance française, du moins une bibliothèque d'Alliance française.¹³ 1895 fut la troisième année de son affectation en Australie, et la première après le retour de sa femme et de ses fils en France (où les Biard d'Aunet espéraient assurer aux garçons une éducation mieux adaptée à leurs aspirations). Il n'est pas impossible que l'initiative de la création d'une bibliothèque française à Sydney fût partiellement motivée par les nouveaux loisirs du Consul Général, désormais séparé des siens. Quoi qu'il en soit, son engagement dans ce projet fut total.